LETTRÉ OUVERTE

Communication sur la suspension de la grève des notes

Le Comité de l'UNION a voté lundi 5 décembre 2023 la suspension du préavis de grève administrative des notes. Cette décision va dans le sens de l'avis qu'avait exprimé le Bureau de l'UNION dans son message diffusé le 21 novembre 2023, en réponse au courrier du Directeur Général.

Plusieurs voix se sont levées pour demander des explications sur les raisons qui ont poussé le Bureau à agir de la sorte, et ont demandé des éléments de contexte que nous vous proposons de lire dans ce complément d'information.

Contexte et historique

Depuis la rentrée 23, qui voit l'introduction de la réforme ORFO en première année de l'École de commerce (EC), un nombre très important d'enseignant·e·s et d'associations se sont adressées au Bureau de l'UNION pour faire état de leur désarroi, de leur incompréhension, de leurs craintes, de leur surcharge de travail et de leur malêtre face à la désorganisation institutionnelle dans laquelle iels devaient travailler. À cela s'ajoutent les inquiétudes au sujet de la qualité des apprentissages dispensés aux élèves. Le Bureau a pris très au sérieux ces très longues listes de doléances et s'est fortement inquiété de la santé au travail de ses collègues. Cette inquiétude s'est aussi accompagnée de colère, car l'UNION se démène depuis des années pour signifier que l'implémentation de la réforme était trop peu aboutie et que trop peu de problèmes étaient anticipés. Il suffit pour cela de voir les divers articles Union Info publiés sur la réforme entre 2021 et 2023, le manifeste "enseigner: un métier à la croisée des chemins" édité en avril 2023, ou encore de regarder ce qu'il est advenu du cahier de revendications, fruit d'une journée d'étude organisée par l'UNION le 23 novembre 2022.

S'est ajouté à cela une forte crainte quant au statut unique et à l'évaluation de la charge de travail, telle qu'envisagée par la hiérarchie du DIP. Cette crainte se fondait sur des situations rencontrées dans plusieurs séances de commissions ou de groupes de travail auxquels assistent les représentant·e·s de l'UNION, dans lesquelles des réflexions sur le statut à l'engagement de nouveaux et nouvelles collaborateur·ice·s était évoqué, avec des propositions qui, de fait, donnaient aux futur·e·s collègues un statut inférieur. Nous faisons, de plus, régulièrement face à des remarques qui laissent entendre que les enseignant·e·s n'ont pas à se plaindre, car leurs conditions de travail sont très bonnes, ou encore que les enseignant·e·s devraient simplement "en faire moins", de façon à justifier les baisses de décharges. Le besoin systémique et systématique de l'État de toujours devoir faire des économies force à trouver de solutions qui péjorent les conditions de travail des enseignant·e·s qu'iels soient en place ou sur le point d'entrer dans la profession.

Préalables des parties

Sur la base de ces constats, et pour tirer la sonnette d'alarme, le Comité de l'UNION a émis un préavis de grève, après sa séance du 6 novembre dernier. Ce document faisait état de la situation telle qu'elle nous apparaissait et posait des revendications basées sur les diverses expériences citées plus haut.

Or, le Directeur Général s'est voulu rassurant dans son courrier quant à la lecture empreinte d'inquiétudes du Bureau de l'UNION sur statut unique et sur la question de l'emploi. Il a également signifié clairement, lors d'entretiens et de courriers échangés, que l'ouverture des négociations sur les conditions de travail à l'EC dépendait de la suspension du préavis de grève des notes.

Fort de ces constats et de ces engagements fermes, le Bureau de l'UNION - dont l'objectif dans ces échanges est d'œuvrer à l'amélioration des conditions de travail des enseignant·e·s de l'EC et à une mise en place sereine de la réforme - se devait d'aller dans le sens de la discussion et accepter la main tendue du Directeur Général.

Ouverture de négociations

Voilà pourquoi le Bureau de l'UNION s'est montré favorable à l'ouverture de négociations. Elle signale une volonté d'écoute accrue de la Direction Générale et un engagement à trouver des solutions rapidement et de façon commune aux énormes difficultés auxquelles font face les enseignant·e·s de l'EC. Cela semble d'autant plus important que la plupart d'entre elles et eux ne sont fondamentalement pas opposé·e·s à la réforme ORFO, mais demandent qu'on leur accorde du temps, de la reconnaissance et du sérieux dans l'écoute de leurs préoccupations et difficultés. Le terrain bénéficie d'une riche expérience et les enseignant·e·s sont formé·e·s à la résolution constante de problèmes. Donnons-leur le crédit qu'iels méritent.